

ERRATUM

Commission paritaire pour le secteur franco- phone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

CCT n° 196117/CO/332
du 19/09/2025

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 3, § 3, 1°, le 5^{ème} tiret doit être corrigé comme suit : « Beslist om al dan niet het resultaat van het onderhoud van functies uit een ander **IFIC**-functietapijt te aanvaarden; ».
- Le titre de l'article 4 doit être remplacé comme suit : « **Categorieën van de sectorale referentiefuncties** ».
- La dernière phrase du dernier alinéa de l'article 9 doit être corrigée comme suit : « De andere federaties of organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een termijn van één maand na ontvangst te bespreken **in** het Paritair Comité ».

Correction dans les deux langues :

- Le titre de l'article 6 doit être corrigé comme suit : « Eventail de fonctions **des fonctions** de référence sectorielles ».

Correction du texte français :

- Dans l'article 1^{er}, § 3 « (M/F/X) » doit être corrigé comme suit : « (**H**/F/X) ».
- A l'article 6, § 1^{er} « **des secteurs** » doit être supprimé.

ERRATUM

Paritair Comité voor de Franstalige en Duits- talige en welzijns- en gezondheidssector

CAO nr. 196117/CO/332
van 19/09/2025

Verbetering van de Nederlandse tekst :

- In artikel 3, § 3, 1°, moet de 5^{de} streepje als volgt worden verbeterd : « Beslist om al dan niet het resultaat van het onderhoud van functies uit een ander **IFIC**-functietapijt te aanvaarden; ».
- De titel van artikel 4 moet als volgt worden vervangen : « **Categorieën van de sectorale referentiefuncties** ».
- De laatste zin van de laatste alinea van artikel 9 moet als volgt worden verbeterd : « De andere federaties of organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een termijn van één maand na ontvangst te bespreken **in** het Paritair Comité ».

Verbetering in beide talen :

- De titel van artikel 6 moet als volgt worden vervangen : « **Functiewijzer van de sectorale referentiefuncties** ».

Verbetering van de Franse tekst :

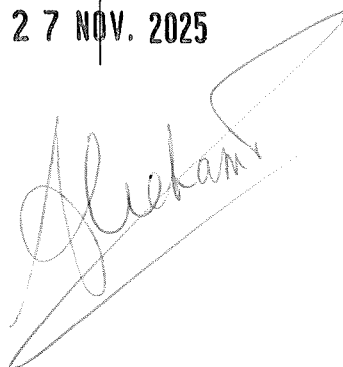
- In artikel 1, § 3 moet « (M/F/X) » verbeterd worden in : « (**H**/F/X) ».
- In artikel 6, § 1 moet « **des secteurs** » geschrapt worden.

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - A l'article 8, § 3, dernier alinéa, le texte doit être corrigé comme suit : « L'entretien de la fonction est alors organisé conformément aux dispositions prévues à l'alinéa au paragraphe 2 du présent article. ». - A l'article 9, § 1^{er}, « parties soussignées » doit être remplacé par « parties signataires ». - Au dernier alinéa de l'article 9, « à la présidence » doit être remplacé par « au Président ». | <ul style="list-style-type: none"> - In artikel 8, § 3, laatste lid, moet de tekst als volgt worden verbeterd : « L'entretien de la fonction est alors organisé conformément aux dispositions prévues à l'alinéa au paragraphe 2 du présent article. ». - In artikel 9, § 1, moet « parties soussignées » worden vervangen door « parties signataires ». - In het laatste lid van artikel 9 moet « à la présidence » worden vervangen door « au Président ». |
|--|--|

Décision du

Beslissing van

27 NOV. 2025



Commission paritaire 332 - COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE

Convention collective de travail du 19.09.2025 déterminant les fonctions de référence sectorielles et la classification sectorielle de fonctions des secteurs non marchand bruxellois.

Préambule

Les fédérations patronales et les organisations syndicales soussignées souhaitent mettre en œuvre, via la présente convention collective de travail, les dispositions prévues au Point 1 du Protocole d'accord 2021-2024 du 23 décembre 2021 pour les secteurs non marchand bruxellois (dénommés Groupe 2) de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune et de la Région de Bruxelles-Capitale, et confirment leur engagement de concrétiser, via la nouvelle classification sectorielle de fonctions, un modèle salarial harmonisé pour tous les secteurs concernés par cette convention collective de travail.

Elles prennent en compte le fait que cela peut se faire à des moments et des vitesses différents en fonction des budgets libérés par les autorités concernées.

Les parties soussignées reconnaissent que l'adaptation des salaires sur base de cette classification sectorielle de fonctions n'est possible qu'à partir du moment où les autorités compétentes honorent de manière récurrente les financements octroyés dans le Point 1 du Protocole d'accord cité ci-dessus et que des moyens structurels visant l'entretien de la classification sectorielle par l'IFIC soient octroyés. Les parties soussignées s'engagent à opérer dans ce cadre budgétaire garanti.

Si le cadre budgétaire nécessite une mise en place phasée de barèmes implémentant les fonctions de l'IFIC, les parties soussignées s'engagent fermement à porter l'ambition d'obtenir les budgets nécessaires pour une mise en œuvre complète du modèle IFIC.

Tenant compte de ces considérations, préoccupations et ambitions, les parties soussignées conviennent des dispositions qui suivent.

Article 1. Champ d'application

§1. La présente convention collective de travail s'applique à l'ensemble des travailleurs (sauf exclusions spécifiques prévues au sein de l'article 1§4) et employeurs des secteurs suivants :

- Centres d'action sociale globale,
- Centres de planning familial
- Services de coordination de soins et d'aide à domicile
- Services de santé mentale
- Centres d'accueil téléphonique
- Services actifs en matière de drogues et addictions
- Services de médiation de dettes

qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale. Le secteur de la promotion de la santé est exclu de la présente convention collective de travail.

§2. Un élargissement du champ d'application ne pourrait faire l'objet de négociations qu'à partir du moment où l'autorité de tutelle compétente mettra des moyens financiers supplémentaires à disposition.

§3. Dans le cadre de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre :

- Par « employeur » : la personne physique ou morale qui, en vertu de la loi, peut représenter et engager l'organisation/institution qui emploie des travailleurs relevant du champ d'application de la présente convention.
- Par « travailleur » on entend le personnel ouvrier ou employé, sans distinction de genre.

Par souci de lisibilité, toutes les mentions du texte relatives à des titres de fonctions sont rédigées au masculin mais s'appliquent à tous les genres (M/F/X).

§4. La présente convention collective de travail n'est pas d'application au personnel intérimaire, ni aux médecins, ni au personnel de direction tel que défini à l'art.4, 4° de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales.

Pour les organisations/institutions qui ne sont pas concernées par la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales, les fonctions de coordinateur général, ou d'autres types de coordinateur, qui assurent la gestion de journalière de l'organisation en étroite collaboration avec l'équipe et l'organe d'administration ne sont pas considérées comme « personnel de direction » dans le contexte de la classification sectorielle IFIC des secteurs non marchand bruxellois.

Article 2. Objectif

§1. Cette convention collective de travail a pour objectif de déterminer les fonctions de référence sectorielles et la classification sectorielle de fonctions.

§2. L'introduction de cette classification sectorielle de fonctions dans les organisations/institutions qui figurent parmi le champ d'application de cette convention collective de travail, ainsi que le lien de cette classification de fonctions à de nouveaux barèmes, feront l'objet de conventions collectives de travail distinctes.

§3. Les conventions collectives de travail existantes concernant la classification de fonctions et les échelles salariales conclues au sein des secteurs concernés et les échelles salariales convenues au niveau des organisations/institutions relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail, restent donc intégralement d'application.

§4. La classification sectorielle de fonctions, telle qu'elle est définie dans la présente convention collective n'ouvre aucun droit à une révision du salaire convenu, et ce, ni en faveur ni en défaveur de l'employeur ou du travailleur.

Article 3. La méthode de classification IFIC

§1. Les fonctions de référence sectorielles ont été décrites et pondérées conformément à la "méthode de classification IFIC". Cette méthode analytique IFIC a été développée par l'association sans but lucratif dénommée « Instituut functieclassificatie - Institut de classification de fonctions » (asbl IFIC), Square Saintelette 13-15 à 1000 Bruxelles, en collaboration avec les partenaires sociaux de la Commission paritaire pour les établissements et services de santé.

L'ASBL IFIC est détentrice du système de la méthode de classification.

§2. Les fonctions sectorielles sont rangées dans un éventail de fonctions spécifiquement développé pour les secteurs non marchand bruxellois.

Conformément aux accords pris par les partenaires sociaux des secteurs non marchand bruxellois concernés, la classification sectorielle développée dans cette convention collective de travail pour ces secteurs ainsi que tous les outils qui en découlent (éventail, descriptions de fonctions) sont destinés à l'usage indifférencié des travailleurs et employeurs des Commissions paritaires 318-330-332 (sous réserve que ces Commissions paritaires concluent également une convention collective de travail introduisant l'application de la présente classification sectorielle dans leur secteur).

§3. Au sein de l'asbl IFIC, le processus de développement de la classification sectorielle de fonctions est accompagné par :

1° « **Le groupe de travail des partenaires sociaux** » des secteurs bruxellois - dénommé ci-après « groupe de travail des partenaires sociaux » : composé paritairement de représentants des fédérations patronales et syndicales, reconnues au sein des Commissions paritaires concernées, et représentatives pour les secteurs concernés par l'implémentation de la présente classification sectorielle. Lorsque cela est nécessaire pour des raisons d'efficacité et/ou de représentativité, le groupe de travail des partenaires sociaux peut être subdivisé en « sous-groupes de travail des partenaires sociaux » par Commission paritaire, composés de représentants des fédérations patronales et des organisations syndicales, reconnues au sein de la Commission paritaire concernée, et représentatives au sein de la Commission paritaire pour les secteurs concernés par l'implémentation de la présente classification sectorielle. Le résultat de la concertation en sous-groupes de travail est rapporté au groupe de travail des partenaires sociaux.

Le groupe de travail des partenaires sociaux convient des modalités de fonctionnement et d'organisation complémentaires au sein d'un règlement d'ordre intérieur.

Le groupe de travail des partenaires sociaux prend des décisions par consensus. S'il ne peut pas y avoir de consensus au sein du groupe de travail des partenaires sociaux, la question peut être soumise aux Commissions paritaires concernées qui prendront une décision pour leurs propres secteurs puis qui effectueront un retour de leur positionnement vers le groupe de travail des partenaires sociaux.

Le groupe de travail des partenaires sociaux :

- Détermine quelles fonctions de référence sectorielles seront décrites spécifiquement pour les secteurs non marchand bruxellois et quelles fonctions issues d'un autre éventail de fonctions IFIC sont intégrées en l'état à l'éventail des secteurs non marchand bruxellois.
- Valide les descriptions de fonctions sectorielles.
- Prend acte des pondérations des descriptions de fonctions sectorielles et peut questionner le comité de pondération sur le résultat des pondérations
- Détermine quelles fonctions de référence sectorielles développées spécifiquement pour les secteurs non marchand bruxellois nécessitent un entretien.
- Décide d'accepter ou non le résultat de l'entretien des fonctions issues d'un autre éventail de fonction IFIC.
- Détermine quelles fonctions de référence sectorielles (tant les fonctions développées spécifiquement que les fonctions issues d'un autre éventail de fonctions) seront supprimées de l'éventail de fonctions bruxellois.
- Détermine et approuve les règles pour le fonctionnement du « groupe de travail technique » des secteurs bruxellois.

Pour toutes les missions citées ci-dessus, les partenaires sociaux des Commission paritaires concernées s'engagent à examiner toutes les demandes, y compris celles qui concernent des fonctions qui ne seraient pas représentatives pour les (sous)-secteurs qu'ils représentent.

2° **Le « groupe de travail technique »** : cet organe technique est composé d'experts en classification et d'experts de terrain ayant une vision transversale des différents métiers des fédérations patronales et organisations syndicales des secteurs utilisateurs de la classification des secteurs non marchand bruxellois.

Le groupe de travail technique exerce ses missions sur mandat du groupe de travail des partenaires sociaux qui en valident le résultat final.

Les collaborateurs de l'IFIC établissent une proposition de liste de fonctions de référence sectorielles à décrire, à entretenir ou à supprimer sur base des informations collectées.

Sur base de ces propositions, le groupe de travail technique :

- Etablit la liste des fonctions à décrire / entretenir / supprimer
- Etablit les descriptions de fonctions sectorielles.
- Formule des propositions relatives à la procédure d'entretien de la classification des secteurs bruxellois.

Les collaborateurs de l'IFIC proposent des projets de descriptions des fonctions sectorielles au groupe de travail technique sur base d'interviews réalisées au sein des organisations/institutions des secteurs utilisateurs de la classification des secteurs non marchand bruxellois concernés. Lors de l'examen des projets, les membres du groupe de travail technique formulent des avis concernant l'adéquation entre les projets de description de fonctions sectorielles et les réalités transversales de terrain et évaluent la représentativité du nombre d'entretiens réalisés au regard de la fonction à décrire.

Le groupe de travail technique formule des propositions visant à atteindre de préférence un consensus technique. Si un consensus technique n'est pas possible, le groupe de travail des partenaires sociaux est informé de la problématique et tranche.

3° **Le comité de pondération** : cet organe est composé paritairement d'experts en classification des fédérations patronales et organisations syndicales représentés au sein de l'organe d'administration de l'asbl IFIC.

Ce comité est en charge de la pondération des fonctions sectorielles en vue de leur présentation au groupe de travail des partenaires sociaux. Ce comité de pondération veille à la cohérence des pondérations pour l'ensemble des classifications IFIC et peut, sur demande de l'organe d'administration de l'IFIC, émettre des propositions techniques relatives au système de pondération.

§4. Les descriptions de fonctions sectorielles sont neutres en termes de genre et sont réalisées de manière standardisée, tel que décrit à l'article 7.

§5. La méthodologie IFIC est fondée sur un système analytique d'évaluation des fonctions sur base de critères de pondération préalablement définis permettant d'établir, d'une manière objective et neutre, une comparaison mutuelle et un classement des fonctions. Chacune des descriptions de fonctions sectorielles développée dans la classification est par conséquent analysée et pondérée sur base des critères suivants :

- **Connaissance et savoir-faire** : la connaissance, le savoir-faire et les compétences, ainsi que la période de familiarisation nécessaire pour exercer la fonction à un niveau normal. La manière dont la connaissance a été acquise n'a pas d'importance.
- **Gestion d'équipe** : la gestion hiérarchique ou non hiérarchique de travailleurs au sein de l'organisation/institution en vue d'atteindre les objectifs fixés au préalable ; la **gestion d'équipe hiérarchique** signifie gérer et superviser les travaux d'un groupe de travailleurs hiérarchiquement subordonnés, dans la même organisation/institution. La **gestion d'équipe**

non hiérarchique signifie la gestion de travailleurs (internes d'une organisation/institution ou d'une discipline spécifique) dans le cadre de la délégation de tâches ou d'une gestion structurelle de projets, sans disposer pour autant de la compétence hiérarchique directe formelle sur les travailleurs supervisés.

- **Communication** : les aptitudes nécessaires y compris l'empathie pour entretenir des relations aussi bien orales qu'écrites, internes ou externes, avec des (groupes d') individus dans l'exercice normal de la fonction, la nature des contacts ainsi que la complexité des contacts dans l'exécution de la fonction.
- **Résolution de problèmes** : il s'agit tant du degré de difficulté des problèmes et des situations qui surviennent dans l'exécution de la fonction (profondeur des problèmes) que de la diversité des domaines dans lesquels les problèmes se présentent (étendue des problèmes).
- **Responsabilité** : l'espace de décision ou l'autonomie dont dispose la personne concernée et l'impact des décisions prises sur le plan matériel ou immatériel pour l'organisation/institution ou d'autres fonctions dans l'organisation/institution.
- **Facteurs d'environnement** : les facteurs aggravants, défavorables ou dangereux dans l'exercice normal de la fonction c'est-à-dire les désagréments structurels dans l'exercice des tâches sur le plan matériel, physique ou psychique et la mesure dans laquelle ils apparaissent.

L'analyse des fonctions de référence sur base des critères de pondération a comme résultat l'attribution d'un score de pondération à chaque critère. La somme des scores par critère donne un score total de pondération à chaque fonction sectorielle de référence.

La valeur des scores de pondération de la fonction sectorielle de référence n'est jamais rendue publique.

Article 4. Catégories de fonctions de référence sectorielle

§1. Sur base du score de pondération total pour chaque fonction de référence, un ordre des fonctions de référence sectorielles est établi.

Cet ordre permet de ranger les fonctions de référence sectorielles sur base du score de pondération en catégories de fonctions avec une valeur similaire. Il existe 17 catégories d'application.

§2. Chaque catégorie a une limite supérieure et une limite inférieure, exprimées par les scores de pondération.

- Catégorie 4 : valeur du score entre 128 et 144,5
- Catégorie 5 : valeur du score entre 145 et 164,5
- Catégorie 6 : valeur du score entre 165 et 188,5
- Catégorie 7 : valeur du score entre 189 et 211,5
- Catégorie 8 : valeur du score entre 212 et 238,5
- Catégorie 9 : valeur du score entre 239 et 270
- Catégorie 10 : valeur du score entre 270,5 et 304,5
- Catégorie 11 : valeur du score entre 305 et 343,5
- Catégorie 12 : valeur du score entre 344 et 387,5
- Catégorie 13 : valeur du score entre 388 et 435,5
- Catégorie 14 : valeur du score entre 436 et 489,5
- Catégorie 15 : valeur du score entre 490 et 543,5
- Catégorie 16 : valeur du score entre 544 et 598,5
- Catégorie 17 : valeur du score entre 599 et 654,5
- Catégorie 18 : valeur du score entre 655 et 709,5

- Catégorie 19 : valeur du score entre 710 et 763,5
- Catégorie 20 : valeur du score entre 764 et 815

La catégorie d'application pour chacune des fonctions de référence est reprise dans l'éventail de fonctions en **annexe 1**.

Article 5. Départements ou familles de fonctions de référence sectorielles

Les fonctions de référence sectorielles sont également réparties en 5 départements / familles de fonctions :

1. Administration
2. Hôtelier, logistique et technique
3. Para-médical
4. Services psychosociaux
5. Aide et soins à domicile

Les départements ou familles de fonctions sont indicatifs et visent à permettre une lecture aisée.

Article 6. Eventail de fonctions de référence sectorielles

§1. L'éventail de fonctions ^{des fonctions} des secteurs non marchand bruxellois ~~des secteurs~~ est composé de deux types de fonctions de référence sectorielles décrites conformément à la méthode de classification prévue à l'article 3 de la présente convention :

- Les fonctions décrites spécifiquement pour les secteurs non marchand bruxellois (identifiables par les 3 premiers chiffres du code fonction IFIC correspondant à « 300 »). Ces fonctions sont décrites avec l'accompagnement du groupe de travail des partenaires sociaux et du groupe de travail technique des secteurs non marchand bruxellois.
- Les fonctions issues de l'éventail de fonctions des secteurs fédéraux et régionalisés de la santé (identifiables par les 3 premiers chiffres du code fonction correspondant à « 100 »). Ces fonctions sont décrites avec l'accompagnement du Comité de classification et du groupe de travail technique des secteurs fédéraux et régionalisés de la santé.

Ces deux types de fonctions sectorielles forment globalement et de manière indissociée l'éventail des fonctions des secteurs non marchand bruxellois.

§2. En **annexe 1** de la présente convention est repris l'éventail de fonctions de référence sectorielles sous forme d'une liste reprenant les informations suivantes :

- Le code unique de fonction IFIC par fonction de référence
- Les catégories auxquelles correspondent les fonctions de référence sectorielles
- Le département ou la famille de fonctions auxquels correspondent les fonctions de référence sectorielles.
- Le titre des fonctions de référence sectorielles
- Le statut dans le cadre de l'entretien de la fonction (fonction ajoutée, modifiée ou supprimée)
- La date d'entrée en vigueur de la fonction entretenue.

Article 7 Descriptions des fonctions de référence sectorielles

L'intégralité des descriptions de toutes les fonctions de référence sectorielles sont accessibles sur le site IFIC (www.if-ic.org).

Chaque description de fonction mentionne :

- Le titre de la fonction de référence sectorielle (avec mention H/F/X)
- La catégorie à laquelle appartient la fonction de référence sectorielle
- Le code unique IFIC par fonction de référence sectorielle.
- Le département ou la famille de fonctions auxquels appartient la fonction de référence sectorielle.
- L'identifiant du ou de(s) secteur(s) d'application de la fonction de référence sectorielle
- Objectif général
- Activités et tâches
- Critères
- Date d'introduction/ajout de la fonction dans la classification (par commission paritaire)
- Date de la version (en cas d'entretien de la fonction) (par commission paritaire)

Article 8. Entretien des fonctions de référence sectorielles

§1. Ce qui est entendu par « entretien » :

- La modification de descriptions de fonctions sectorielles existantes car le contenu de la fonction a changé ;
- L'ajout de nouvelles descriptions de fonctions sectorielles car il existe des fonctions supplémentaires ;
- La suppression des descriptions de fonctions sectorielles existantes car les fonctions ont disparu.

§2. Pour les fonctions décrites spécifiquement pour les secteurs non marchand bruxellois : le groupe de travail des partenaires sociaux décide au moins une fois par année pour quelles fonctions de référence une procédure d'entretien est lancée, afin de maintenir actuelle la classification de fonctions sectorielle.

A cette fin, les fédérations patronales et organisations syndicales représentant les secteurs utilisateurs de la présente classification peuvent signaler des évolutions dans les organisations/institutions et fonctions sous forme d'une demande d'entretien. Ces demandes pour entretien doivent être adressées à l'asbl IFIC sur base d'un formulaire mis à disposition par l'asbl IFIC. Si un ordre de priorité doit être établi dans les fonctions soumises à l'entretien, un équilibre entre les demandes des différentes Commissions paritaires, leur caractère « urgent » quant aux réalités de terrain et les capacités de travail de l'IFIC doit être respecté. Le Groupe de travail des partenaires sociaux veille à l'équilibre et l'adéquation de cet arbitrage.

§3. Pour les fonctions qui n'ont pas été décrites spécifiquement pour les secteurs non marchand bruxellois mais qui ont été intégrées à l'éventail de fonctions des secteurs non marchand bruxellois : le groupe de travail des partenaires sociaux est informé par les collaborateurs de l'asbl IFIC lorsqu'une procédure d'entretien visant une fonction intégrée à l'éventail de fonctions (code IFIC de la fonction ne démarrant pas par le chiffre « 300 ») est validée en Commission paritaire des secteurs de référence du l'éventail de fonctions concerné. Le groupe de travail des partenaires sociaux peut alors décider :

- soit d'intégrer le résultat de cet entretien en l'état dans l'éventail des secteurs non marchand bruxellois ;
- soit de ne pas intégrer le résultat de cet entretien et maintenir la fonction de référence sectorielle dans son état originel ;
- soit de demander l'entretien de la fonction en vue du développement d'une version spécifiquement adaptée et investiguée dans les secteurs non marchand bruxellois concernés.

Dans les deux derniers cas de figure décrits ci-dessus, les fonctions de référence sectorielles concernées sont alors considérées comme spécifiques pour les secteurs non marchand bruxellois (les 3 premiers chiffres du code IFIC de la fonction sont alors convertis vers les trois premiers chiffres « 300 »).

L'entretien de la fonction est alors organisé conformément aux dispositions prévues à l'alinéa 2 du présent article. *au paragraphe*

Article 9. Dispositions finales

§1. La présente convention collective de travail est conclue sous la condition suspensive sectorielle que l'autorité compétente garantisse un budget structurel et adapté aux salaires indexés, spécifiquement en vue de la mise en œuvre (partielle) du système de classification sectorielle de fonctions, juridiquement obligatoire (tels qu'accord tripartite, arrêté, circulaire, etc.) vis-à-vis des parties soussignées. *Signataires*

§2. Les parties conviennent expressément que l'implémentation stipulée dans la présente convention n'est d'application qu'à concurrence de la prise en charge effective des coûts y afférents, mis à disposition par l'autorité de tutelle compétente pour les secteurs concernés, via un financement structurel.

§3. Cette convention entrera en vigueur le 19.09.2025 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

La fédération patronale ou l'organisation syndicale qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée à la présidence* de la Commission paritaire, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres fédérations ou organisations s'engagent à discuter au sein de la Commission paritaire dans le délai d'un mois de leur réception.

** au président*

ANNEXE 1. CCT 19.09.2025 déterminant les fonctions de référence et la classification sectorielle de fonctions pour les secteurs non marchand bruxellois – Groupe 2

Bijlage 1 CAO 19.09.2025 tot het bepalen van sectorale referentiefuncties en een sectorale functieclassificatie voor Brusselse non-profitsectoren – Groep 2

Code	Catégorie	Département/Famille FR	Titre de fonction FR	Departement/Famille NL	Functietitel NL	D'application à partir de la 1ère phase d'entretien Van toepassing vanaf de 1ste onderhoudsfase		
						Statut dans le cadre de l'entretien	Statuut in het kader van het onderhoud	Date d'entrée en vigueur de la fonction entretenue / Datum van inwerkingtreding van de onderhouden functie
100.1621	16	ADMINISTRATION	Chef du service administration du personnel	ADMINISTRATIE	Dienstverantwoordelijke personeelsadministratie			
100.1050	14	ADMINISTRATION	Chef d'équipe administrative	ADMINISTRATIE	Teamverantwoordelijke administratie			
300.1051	14	ADMINISTRATION	Chargé de communication	ADMINISTRATIE	Verantwoordelijke communicatie			
300.1060	14	ADMINISTRATION	Collaborateur administratif spécialisé	ADMINISTRATIE	Gespecialiseerd administratief medewerker			
100.1070	14	ADMINISTRATION	Secrétaire de direction	ADMINISTRATIE	Directiesecretaris			
300.1250	14	ADMINISTRATION	Comptable autonome	ADMINISTRATIE	Autonoom boekhouder			
100.1270	13	ADMINISTRATION	Comptable	ADMINISTRATIE	Boekhouder			
100.1073	12	ADMINISTRATION	Secrétaire de service ou de département	ADMINISTRATIE	Secretaris op een dienst of departement			
100.1272	12	ADMINISTRATION	Employé contentieux	ADMINISTRATIE	Medewerker klachtendienst			
100.1273	12	ADMINISTRATION	Employé facturation	ADMINISTRATIE	Bediende facturatie			
100.1671	12	ADMINISTRATION	Employé administration du personnel	ADMINISTRATIE	Medewerker personeelsadministratie			
300.1088	10	ADMINISTRATION	Collaborateur administratif polyvalent	ADMINISTRATIE	Polyvalent administratief medewerker			
100.1290	9	ADMINISTRATION	Aide-comptable	ADMINISTRATIE	Hulpboekhouder			
100.1075	8	ADMINISTRATION	Employé accueil / réception / téléphonie	ADMINISTRATIE	Medewerker onthaal / receptie / telefonie			
100.1293	8	ADMINISTRATION	Aide à la facturation	ADMINISTRATIE	Hulp facturatie			
100.2250	14	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Chef d'équipe service technique	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIK	Ploegverantwoordelijke technische dienst			
100.2621	14	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Chef-cuisinier	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIK	Chef-kok			
100.2260	12	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Technicien spécialisé	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIK	Gespecialiseerd vakman			
100.2671	11	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Cuisinier	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIK	Kok			

Code	Catégorie	Département/Famille FR	Titre de fonction FR	Département/Famille NL	Functietitel NL	D'application à partir de la 1ère phase d'entretien Van toepassing vanaf de 1ste onderhoudsfase		
						Statut dans le cadre de l'entretien	Statuut in het kader van het onderhoud	Date d'entrée en vigueur de la fonction entretenue / Datum van inwerkingtreding van de onderhouden functie
100.2270	10	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Technicien	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Vakman			
100.2271	10	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Préposé polyvalent entretien technique	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Polyvalent medewerker technisch onderhoud			
100.2075	7	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Chauffeur	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Chauffeur			
100.2290	6	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Aide-technicien	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Hulpvakman			
100.2690	6	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Aide cuisinier / commis	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Hulpkok			
100.2291	5	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Préposé maintenance	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Onderhoudsmedewerker			
300.2072	4	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Technicien de surface	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Schoonmaker			
100.4073	14	PARA-MEDICAL	Ergothérapeute	PARA-MEDISCH	Ergotherapeut			
100.4074	14	PARA-MEDICAL	Logopède	PARA-MEDISCH	Logopedist			
100.4080	14	PARA-MEDICAL	Psychomotricien	PARA-MEDISCH	Bewegingstherapeut			
300.5070	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Psychologue clinicien	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Klinisch psycholoog			
300.5086	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Sexologue clinicien	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Klinisch seksuoloog			
300.5088	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Coordinateur psychosocial	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Psychosociale coördinator			
300.5090	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Juriste	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Jurist			
300.5089	15	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Chargé de formation	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Verantwoordelijke vorming			
300.5061	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Conseiller conjugal et familial	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Huwelijks- en gezinsconsulent			
300.5062	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Médiateur de dettes	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Schuldbemiddelaar			
300.5063	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Educateur / Accompagnateur social	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Sociaal opvoeder / begeleider			
100.5071	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Assistant en psychologie	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Psychologisch assistent			
300.5087	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Collaborateur service social / Assistant social	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Medewerker sociale dienst / sociaal assistent			

Code	Catégorie	Département/Famille FR	Titre de fonction FR	Département/Famille NL	Functietitel NL	D'application à partir de la 1ère phase d'entretien Van toepassing vanaf de 1ste onderhoudsfase		
						Statut dans le cadre de l'entretien	Statuut in het kader van het onderhoud	Date d'entrée en vigueur de la fonction entretenue / Datum van inwerkingtreding van de onderhouden functie
300.5064	13	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Animateur	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Animator			
300.5065	10	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Accueillant administratif	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Administratieve onthaal medewerker			
300.7129	15	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Responsable d'équipe aide à domicile	THUISHULP EN THUISZORG	Teamverantwoordelijke thuishulp			
100.6470	14	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Infirmier soins à domicile	THUISHULP EN THUISZORG	Verpleegkundige thuisverpleging			
300.7131	14	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Coordinateur d'aide et de soins	THUISHULP EN THUISZORG	Hulp- en zorgcoördinator			
300.7177	12	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Aide familial	THUISHULP EN THUISZORG	Familiehulp			
300.7180	11	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Agent call center / télévigilance	THUISHULP EN THUISZORG	Medewerker call center / personenalarm			
300.7175	8	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Aide ménager social	THUISHULP EN THUISZORG	Sociale huishoudhulp			

Paritair comité 332 - PARITAIR COMITÉ VOOR DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE WELZIJS- EN GEZONDHEIDSSECTOR

Collectieve arbeidsovereenkomst van 19.09.2025 tot het bepalen van sectorale referentiefuncties en een sectorale functieclassificatie van de Brusselse non profitsectoren.

Voorwoord

De ondertekenende werkgeversfederaties- en vakbondsorganisaties wensen, via deze collectieve arbeidsovereenkomst, uitvoering te geven aan de bepalingen voorzien in Punt 1 van het protocolakkoord 2021-2024 van 23 december 2021 voor de Brusselse non-profitsectoren (genoemd Groep 2) van de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en bevestigen hun engagement om via de nieuwe sectorale functieclassificatie een geharmoniseerd loonmodel te concretiseren voor alle sectoren betrokken bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Ze houden er rekening mee dat dit op verschillende tijdstippen en met een verschillende snelheid kan gebeuren in functie van de door de bevoegde overheden vrijgemaakte budgetten.

De ondertekenende partijen erkennen dat de aanpassing van de lonen op basis van deze sectorale functieclassificatie slechts mogelijk is vanaf het moment dat de bevoegde autoriteiten op regelmatige basis de toegekende financieringen uit Punt 1 van het hierboven genoemde protocolakkoord nakomen en dat de structurele middelen gericht op het onderhoud van de sectorale IFIC classificatie worden toegekend.

De ondertekenende partijen engageren zich om binnen dit gegarandeerd budgettair kader te opereren. Als het budgettaire kader een gefaseerde invoering van barema's vereist die de IFIC functies implementeren, verbinden de ondertekenende partijen zich er uitdrukkelijk toe om de ambitie te dragen om de nodige budgetten te verkrijgen voor een volledige uitvoering van het IFIC model.

Rekening houdend met deze overwegingen, bezorgdheden en ambities, komen de ondertekenende partijen de volgende bepalingen overeen:

Artikel 1: Toepassingsgebied

§1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werknemers (behalve specifieke uitsluitingen zoals bepaald in artikel 1§4) en werkgevers van de volgende sectoren:

- Centra voor algemeen welzijnswerk
- Centra voor gezinsplanning
- Diensten voor coördinatie voor thuishulp en thuiszorg
- Diensten voor geestelijke gezondheidszorg
- Centra voor teleonthaal
- Diensten actief op het vlak van verslavingszorg
- Diensten voor schuldbemiddeling

die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige sector van de welzijns- en gezondheidssector, en die erkend en gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De sector van de gezondheidsbevordering is uitgesloten van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. Een uitbreiding van het toepassingsgebied kan pas het onderwerp van onderhandelingen zijn vanaf het moment dat de bevoegde toezichthoudende overheid bijkomende financiële middelen ter beschikking stelt.

§3. In het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst dient het volgende te worden verstaan:

- Onder “werkgever” wordt verstaan: de natuurlijke persoon of rechtspersoon die, krachtens de wet, de organisatie/instelling kan vertegenwoordigen en namens deze kan optreden die werknemers in dienst heeft die onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst vallen.
- Onder "werknemer" wordt verstaan het arbeiders- of bediendepersoneel, zonder onderscheid naar geslacht.

Omwille van de leesbaarheid zijn alle functietitels in de tekst in de mannelijke vorm geschreven, maar ze gelden voor alle genders (M/V/X).

§4 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op interim personeel, noch op artsen, noch op leidinggevend personeel zoals bedoeld in art. 4, 4° van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen.

Voor organisaties/instellingen die niet onder de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen vallen, worden functies zoals algemeen coördinator of andere types van coördinatoren die het dagelijkse beheer van de organisatie verzekeren in nauwe samenwerking met het team en het bestuursorgaan, niet beschouwd als 'leidinggevend personeel' » in de context van de sectorale IFIC classificatie van de Brusselse non-profit sectoren.

Artikel 2: Doel

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel het bepalen van de sectorale referentiefuncties en de sectorale functieclassificatie.

§2. De invoering van deze sectorale functieclassificatie in de organisaties/instellingen behorend tot het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, alsook de koppeling van deze functieclassificatie aan nieuwe barema's zullen het voorwerp uitmaken van afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten.

§3. De bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten inzake functieclassificatie en loonschalen afgesloten in de betrokken sectoren en de overeengekomen loonschalen op het niveau van de organisaties/instellingen behorend tot het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, blijven dus integraal van toepassing.

§4. De sectorale functieclassificatie, zoals bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, kan geen recht openen op een herziening van het overeengekomen loon, noch ten voordele, noch ten nadele van de werkgever of de werknemer.

Artikel 3: De IFIC classificatiemethode

§1. De sectorale referentiefuncties werden beschreven en gewogen volgens de “IFIC classificatiemethode”. Deze analytische methode werd ontwikkeld door de vereniging zonder winstoogmerk genaamd “Instituut functieclassificatie - Institut de classification de fonctions” (vzw IFIC, Saintelettesquare 13-15 te 1000 Brussel, in samenwerking met de sociale partners van het Paritair Comité voor de Gezondheidsinrichtingen- en diensten.

De vzw IFIC is systeemhouder van de classificatiemethode.

§2. De sectorale functies zijn ondergebracht in een functiewijzer specifiek ontwikkeld voor de betrokken Brusselse non-profitsectoren.

Overeenkomstig de gemaakte afspraken door de sociale partners van de betrokken Brusselse non-profitsectoren is de sectorale classificatie, uitgewerkt in deze collectieve arbeidsovereenkomst voor deze sectoren, evenals alle bijhorende instrumenten (functiewijzer, functiebeschrijvingen), bedoeld

voor het niet-gedifferentieerde gebruik door werknemers en werkgevers van de Paritaire Comités 318, 330 en 332 (mits deze Paritaire Comités eveneens een collectieve arbeidsovereenkomst sluiten waarin de toepassing van deze sectorale classificatie in hun sector wordt ingevoerd).

§3. Binnen de vzw IFIC wordt het ontwikkelingsproces van de sectorale functieclassificatie voor de Brusselse non-profit sectoren begeleid door:

1° « **De werkgroep van de sociale partners** » van de betrokken Brusselse sectoren, hierna genoemd « werkgroep van de sociale partners », paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgeversfederaties en vakbondsorganisaties, erkend binnen de betrokken Paritaire Comités en representatief voor de sectoren waarop de implementatie van deze sectorale classificatie betrekking heeft. Wanneer dit nodig is omwille van efficiëntie en/of representativiteit, kan de werkgroep van sociale partners worden onderverdeeld in 'subwerkgroepen van sociale partners' per Paritair Comité bestaande uit vertegenwoordigers van werkgeversfederaties en vakbondsorganisaties die erkend zijn binnen het betrokken Paritair Comité en representatief zijn binnen dat Paritair Comité voor de sectoren waarop de implementatie van deze sectorale classificatie betrekking heeft. Het resultaat van het overleg in sub-comités wordt gerapporteerd aan de werkgroep van de sociale partners.

De werkgroep van de sociale partners spreekt aanvullende werkings- en organisatiemodaliteiten af in een huishoudelijk reglement.

De werkgroep van sociale partners neemt beslissingen per consensus. Indien er binnen de werkgroep van sociale partners geen consensus bereikt kan worden, kan de kwestie worden voorgelegd aan de betrokken Paritaire Comités die beslissen voor hun sector en daarna hun standpunt terugkoppelen naar de werkgroep van sociale partners.

De werkgroep van de sociale partners:

- Bepaalt welke sectorale referentiefuncties specifiek worden beschreven voor de betrokken Brusselse non-profitsectoren en welke functies vanuit een ander IFIC functietapijt in hun huidige vorm worden geïntegreerd in de functiewijzer van de betrokken Brusselse non-profitsectoren.
- Valideert de sectorale functiebeschrijvingen.
- Neemt kennis van de wegingen van de sectorale functiebeschrijvingen en kan het wegingscomité bevragen over het resultaat van de wegingen.
- Bepaalt welke specifiek voor de Brusselse non-profitsectoren ontwikkelde sectorale referentiefuncties een onderhoud vereisen.
- Beslist om al dan niet het resultaat van het onderhoud van functies uit een ander ^{IFIC} functietapijt te aanvaarden.
- Bepaalt welke sectorale referentiefuncties (zowel de specifiek ontwikkelde sectorale referentiefuncties als degene voortkomend uit een ander functietapijt) worden geschrapt uit de Brusselse non-profit functiewijzer.
- Bepaalt en keurt de afspraken over de werking van de “technische werkgroep” goed.

Voor alle hierboven vermelde opdrachten verbinden de sociale partners van de betrokken Paritaire Comités zich ertoe om alle aanvragen te onderzoeken, inclusief die welke betrekking hebben op functies die niet representatief zouden zijn voor de (sub)sectoren die zij vertegenwoordigen.

2° De « **technische werkgroep** »: Bestaat uit experts in functieclassificatie en experts uit het terrein met een transversale visie op de verschillende beroepen van de werkgeversfederaties en vakbondsorganisaties van de sectoren die gebruikmaken van de sectorale classificatie van de betrokken Brusselse non-profitsectoren.

De technische werkgroep voert zijn taken uit in opdracht van de werkgroep van de sociale partners, die het eindresultaat goedkeurt.

De medewerkers van IFIC stellen een voorstel op van een lijst met sectorale referentiefuncties die beschreven, onderhouden of geschrapt moeten worden op basis van de verzamelde informatie.

Op basis van deze voorstellen zal de technische werkgroep:

- De lijst opstellen van de te beschrijven, te onderhouden, te verwijderen functies
- Stelt de sectorale functiebeschrijvingen op
- Formuleert voorstellen met betrekking tot de onderhoudsprocedure van de classificatie van de betrokken Brusselse sectoren.

De medewerkers van IFIC stellen sectorale ontwerpfunctiebeschrijvingen voor aan de technische werkgroep op basis van interviews in de organisaties/instellingen van de sectoren die gebruikmaken van de classificatie van de betrokken Brusselse non-profitsectoren. Bij de bespreking van de ontwerpen formuleren de leden van de technische werkgroep adviezen over de overeenstemming tussen de ontwerpen van de sectorale functiebeschrijvingen en de transversale realiteiten op het terrein, en evalueren ze de representativiteit van het aantal uitgevoerde interviews in verhouding tot de te beschrijven functie.

De technische werkgroep formuleert voorstellen om bij voorkeur een technische consensus te bereiken. Als er geen technische consensus kan worden bereikt, wordt de werkgroep van de sociale partners over de problematiek geïnformeerd en beslist.

3° « Het wegingscomité »: dit orgaan is paritair samengesteld uit classificatie experts van de werkgevers- en vakbondsorganisaties vertegenwoordigd in het bestuursorgaan van de vzw IFIC.

Dit comité is verantwoordelijk voor de weging van de sectorale functies met het oog op hun voorstelling aan de werkgroep van sociale partners. Dit comité waakt over de coherentie van de wegingen voor het geheel van de IFIC classificaties en kan, op vraag van het bestuursorgaan van IFIC, technische voorstellen doen met betrekking tot het wegingssysteem.

§4. De sectorale functiebeschrijvingen zijn genderneutraal en worden op gestandaardiseerde wijze opgesteld, zoals beschreven in artikel 7.

§5. De IFIC methodologie is gebaseerd op een analytisch systeem voor een evaluatie van functies op basis van vooraf gedefinieerde wegingscriteria, waarmee op een objectieve en neutrale manier een onderlinge vergelijking en rangschikking van functies kan worden gemaakt. Elke sectorale functiebeschrijving die in de classificatie is ontwikkeld, wordt daarom geanalyseerd en gewogen op basis van de volgende criteria:

- **Kennis en kunde:** de kennis, de kunde en de vaardigheden, evenals de inwerktijd die nodig zijn om de functie op een normaal niveau te kunnen uitoefenen, ongeacht hoe deze kennis verworven wordt.
- **Leidinggeven:** het hiërarchisch of niet-hiërarchisch aansturen van medewerkers in de organisatie/instelling naar het bereiken van de vooropgestelde doeleinden; het **hiërarchisch leidinggeven** is het aansturen en toezicht houden op de werkzaamheden van een groep hiërarchisch ondergeschikte medewerkers in dezelfde organisatie. **Niet-hiërarchisch leidinggeven** is het aansturen van medewerkers (intern binnen een organisatie/instelling of een specifieke discipline) in het kader van taakdelegatie of het structurele beheren van projecten, zonder daarbij formeel te beschikken over directe hiërarchische bevoegdheid ten aanzien van de gesuperviseerde werknemers.

- **Communicatie:** vereiste vaardigheden inclusief empathische vaardigheden om relaties, zowel mondeling als schriftelijk, intern of extern, met (groepen) individuen te onderhouden bij een normale uitoefening van de functie, de aard van de contacten alsook de complexiteit van de contacten in de uitvoering van de functie
- **Probleemoplossing:** het gaat zowel om de moeilijkheidsgraad van de problemen en situaties die zich voordoen bij de uitvoering van de functie (diepte van de problemen) als om de verscheidenheid aan domeinen waarin de problemen zich voordoen (breedte van de problemen).
- **Verantwoordelijkheid:** de beslissingsruimte of autonomie waarover de betrokken persoon beschikt en de impact van de beslissingen op materieel of immaterieel vlak voor de organisatie/instelling of andere functies in de organisatie/instelling.
- **Omgevingsfactoren:** factoren die bezwarend, ongunstig of gevaarlijk zijn bij het normaal uitoefenen van de functie, met andere woorden de structurele ongemakken in de uitoefening van de taken op materieel, fysiek of psychisch vlak en de mate waarin die voorkomen.

De analyse van de referentiefuncties op basis van deze wegingscriteria heeft als resultaat het toekennen van een wegingsscore voor elk criterium. De optelsom van de scores per criterium leidt tot een totale wegingsscore voor elke sectorale referentiefunctie.

De waarde van de wegingsscores van de sectorale referentiefunctie wordt nooit openbaar gemaakt.

Artikel 4. Functiecategorieën – *Categorieën van de sectorale referentiefuncties*

§1. Aan de hand van de totale wegingsscore voor elke referentiefunctie wordt een rangorde van de sectorale referentiefuncties opgemaakt.

Die rangorde maakt het mogelijk om de sectorale referentiefuncties op basis van hun wegingsscores in categorieën van functies met een vergelijkbare waarde. Er zijn 17 categorieën van toepassing.

§2. Elke categorie heeft een boven en een ondergrens, uitgedrukt in wegingsscores.

- Categorie 4: waarde score tussen 128 en 144,5
- Categorie 5: waarde score tussen 145 en 164,5
- Categorie 6: waarde score tussen 165 en 188,5
- Categorie 7: waarde score tussen 189 en 211,5
- Categorie 8: waarde score tussen 212 en 238,5
- Categorie 9: waarde score tussen 239 en 270
- Categorie 10: waarde score tussen 270,5 en 304,5
- Categorie 11: waarde score tussen 305 en 343,5
- Categorie 12: waarde score tussen 344 en 387,5
- Categorie 13: waarde score tussen 388 en 435,5
- Categorie 14: waarde score tussen 436 en 489,5
- Categorie 15: waarde score tussen 490 en 543,5
- Categorie 16: waarde score tussen 544 en 598,5
- Categorie 17: waarde score tussen 599 en 654,5
- Categorie 18: waarde score tussen 655 en 709,5
- Categorie 19: waarde score tussen 710 en 763,5
- Categorie 20: waarde score 764 en 815

De toegekende categorie per referentiefunctie wordt opgenomen in de functiewijzer in **bijlage 1**.

Artikel 5. Departementen of families van de sectorale referentiefuncties

De sectorale referentiefuncties worden eveneens ondergebracht in 5 departementen/ families van functies:

1. Administratie
2. Hotel, logistiek en techniek
3. Para-medisch
4. Psycho-sociale diensten
5. Thuishulp en thuiszorg

De departementen of functiefamilies zijn indicatief om een vlotte lezing mogelijk te maken.

Artikel 6. De sectorale Functiewijzer *van de sectorale referentiefuncties*

§1. De functiewijzer van de Brusselse non-profit sectoren is samengesteld uit twee types sectorale referentiefuncties die zijn beschreven volgens de classificatiemethode zoals voorzien in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst:

- De functies specifiek beschreven voor de Brusselse non-profit sectoren. (Identificeerbaar door de eerste 3 cijfers van de IFIC functiecode die overeenkomen met «300»). Deze functies worden beschreven met de begeleiding van de werkgroep van de sociale partners en de technische werkgroep van de betrokken Brusselse non-profit sectoren.
- De functies voorkomend uit de functiewijzer van de federale en geregionaliseerde gezondheidssectoren (identificeerbaar door de eerste 3 cijfers van de IFIC functiecode die overeenkomen met «100»). Deze functies worden beschreven met de begeleiding van het Classificatiecomité en de technische werkgroep van de federale en geregionaliseerde gezondheidssectoren.

Deze twee types sectorale functies vormen samen en op onscheidbare wijze de functiewijzer van de betrokken Brusselse non-profitsectoren.

§2. In **bijlage 1** van deze arbeidsovereenkomst wordt de sectorale functiewijzer opgenomen in de vorm van een lijst met de volgende informatie:

- De unieke IF-IC functiecode per sectorale referentiefunctie.
- De categorieën waartoe de sectorale referentiefuncties behoren
- Het functiedepartement of de functiefamilie waartoe de sectorale referentiefunctie behoort
- De titel van de sectorale referentiefuncties
- De status in het kader van het onderhoud van de functie (toegevoegde, gewijzigde of geschrapte functie)
- De datum van inwerkingtreding van de onderhouden functie.

Artikel 7. Functiebeschrijvingen van alle sectorale referentiefuncties

Het geheel van de functiebeschrijvingen van alle sectorale referentiefuncties kunnen geraadpleegd worden op de IFIC website (www.if-ic.org).

Elke sectorale functiebeschrijving vermeldt:

- De titel van de sectorale referentiefunctie (met vermelding M/V/X)
- De categorie waartoe de sectorale referentiefunctie behoort
- De unieke IFIC functiecode per sectorale referentiefunctie
- Het functiedepartement of de functiefamilie waartoe de sectorale referentiefunctie behoort

- De identificatiecode van de sector(en) waarin de sectorale referentiefunctie wordt toegepast
- Algemeen doel
- Activiteiten en taken
- Criteria
- Datum van introductie/toevoeging van de functie in de classificatie (per Paritair Comité)
- Datum van de versie (in geval van onderhoud van de functie) (per Paritair Comité)

Artikel 8. Het onderhoud van de sectorale referentiefuncties

§1. Onder onderhoud wordt verstaan:

- Het aanpassen van bestaande sectorale functiebeschrijvingen omdat de inhoud van de functie gewijzigd is;
- Het toevoegen van nieuwe sectorale functiebeschrijvingen omdat er bijkomende functies ontstaan;
- Het schrappen van bestaande sectorale functiebeschrijvingen omdat functies verdwijnen;

§2. Voor de functies die specifiek zijn beschreven voor de Brusselse non-profitsectoren: de werkgroep van de sociale partners beslist minstens één keer per jaar voor welke referentiefuncties een onderhoudsprocedure wordt opgestart, met als doel de sectorale functieclassificatie actueel te houden.

Met dit doel kunnen de werkgeversfederaties en vakbondsorganisaties die de sectoren vertegenwoordigen die gebruikmaken van deze classificatie, evoluties binnen organisaties/instellingen en functies signaleren in de vorm van een onderhoudsaanvraag. Deze onderhoudsaanvragen worden gemeld aan de vzw IFIC via een formulier beschikbaar gesteld door de vzw IFIC. Als er een volgorde van prioriteit moet worden vastgesteld voor de functies die aan een onderhoud worden onderworpen, dient een evenwicht tussen de aanvragen van de verschillende paritaire comités, het “dringende” karakter ervan in relatie tot de realiteit op het terrein, en de beschikbare werkcapaciteit van de vzw IFIC worden gerespecteerd. De werkgroep van de sociale partners bewaakt dit evenwicht en de geschiktheid van deze arbitrage.

§3. Voor de functies die niet specifiek zijn beschreven voor de Brusselse non-profitsectoren, maar die wel zijn opgenomen in de functiewijzer van de Brusselse non-profitsector: de werkgroep van de sociale partners wordt door de medewerkers van de vzw IFIC geïnformeerd wanneer een onderhoudsprocedure met betrekking tot een geïntegreerde functie van de functiewijzer (IFIC functiecode die niet begint met cijfer « 300 ») wordt gevalideerd in het paritaire comité van de referentiesectoren van het betrokken functietapijt. De werkgroep van sociale partners kan vervolgens beslissen:

- ofwel het resultaat van dit onderhoud in de huidige vorm op te nemen in de functiewijzer van de Brusselse non-profitsectoren;
- ofwel het resultaat van dit onderhoud niet op te nemen en de sectorale referentiefunctie te behouden in haar oorspronkelijke vorm;
- ofwel vragen om een onderhoud van de functie met het oog op de ontwikkeling van een specifiek aangepaste en onderzochte versie binnen de Brusselse non-profitsectoren.

In de 2 laatste situaties hierboven beschreven, worden de betrokken sectorale referentiefuncties beschouwd als specifiek voor de Brusselse non-profit sectoren (de eerste 3 cijfers van de IFIC functiecode worden dan omgezet naar de eerste 3 cijfers « 300 »).

Het onderhoud van de functie wordt dan georganiseerd conform de voorziene regeling onder paragraaf 2 van dit artikel.

Artikel 9. Slotbepalingen

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten onder de sectorale opschortende voorwaarde dat de bevoegde overheid een structureel en aangepast budget garandeert, afgestemd op de geïndexeerde lonen, specifiek met het oog op de (gedeeltelijke) implementatie van het juridisch verplichte systeem van sectorale functieclassificatie (zoals een tripartiet akkoord, besluit, omzendbrief, enz.) ten aanzien van de ondertekenende partijen.

§2. De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de in deze overeenkomst opgenomen implementatie slechts van toepassing is voor zover de daaraan verbonden kosten daadwerkelijk worden gedragen door de bevoegde toezichthoudende autoriteiten voor de betrokken sectoren, via een structurele financiering.

§3. Deze overeenkomst treedt in werking op 19.09.2025 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden herzien of opgezegd op verzoek van de meest actieve ondertekenende partij, met een opzegtermijn van zes maanden.

De werkgeversfederatie of de vakbondsorganisatie die het initiatief neemt tot herziening of opzegging moet, per gewone brief aan de Voorzitter van het Paritair comité, de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere federaties of organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een termijn van één maand na ontvangst te bespreken met het Paritair Comité.

BIJLAGE 1 CAO 19.09.2025 tot het bepalen van sectorale referentiefuncties en een sectorale functieclassificatie voor Brusselse non-profitsectoren – Groep 2

ANNEXE 1. CCT 19.09.2025 déterminant les fonctions de référence et la classification sectorielle de fonctions pour les secteurs non marchand bruxellois – Groupe 2

Code	Catégorie	Département/Famille FR	Titre de fonction FR	Departement/Familie NL	Functietitel NL	D'application à partir de la 1ère phase d'entretien Van toepassing vanaf de 1ste onderhoudsfase		
						Statut dans le cadre de l'entretien	Statuut in het kader van het onderhoud	Date d'entrée en vigueur de la fonction entretenue / Datum van inwerkingtreding van de onderhouden functie
100.1621	16	ADMINISTRATION	Chef du service administration du personnel	ADMINISTRATIE	Dienstverantwoordelijke personeelsadministratie			
100.1050	14	ADMINISTRATION	Chef d'équipe administrative	ADMINISTRATIE	Teamverantwoordelijke administratie			
300.1051	14	ADMINISTRATION	Chargé de communication	ADMINISTRATIE	Verantwoordelijke communicatie			
300.1060	14	ADMINISTRATION	Collaborateur administratif spécialisé	ADMINISTRATIE	Gespecialiseerd administratief medewerker			
100.1070	14	ADMINISTRATION	Secrétaire de direction	ADMINISTRATIE	Directiesecretaris			
300.1250	14	ADMINISTRATION	Comptable autonome	ADMINISTRATIE	Autonoom boekhouder			
100.1270	13	ADMINISTRATION	Comptable	ADMINISTRATIE	Boekhouder			
100.1073	12	ADMINISTRATION	Secrétaire de service ou de département	ADMINISTRATIE	Secretaris op een dienst of departement			
100.1272	12	ADMINISTRATION	Employé contentieux	ADMINISTRATIE	Medewerker klachtendienst			
100.1273	12	ADMINISTRATION	Employé facturation	ADMINISTRATIE	Bediende facturatie			
100.1671	12	ADMINISTRATION	Employé administration du personnel	ADMINISTRATIE	Medewerker personeelsadministratie			
300.1088	10	ADMINISTRATION	Collaborateur administratif polyvalent	ADMINISTRATIE	Polyvalent administratief medewerker			
100.1290	9	ADMINISTRATION	Aide-comptable	ADMINISTRATIE	Hulpboekhouder			
100.1075	8	ADMINISTRATION	Employé accueil / réception / téléphonie	ADMINISTRATIE	Medewerker onthaal / receptie / telefonie			
100.1293	8	ADMINISTRATION	Aide à la facturation	ADMINISTRATIE	Hulp facturatie			
100.2250	14	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Chef d'équipe service technique	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Ploegverantwoordelijke technische dienst			
100.2621	14	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Chef-cuisinier	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Chef-kok			
100.2260	12	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Technicien spécialisé	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Gespecialiseerd vakman			
100.2671	11	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Cuisinier	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Kok			

Code	Catégorie	Département/Famille FR	Titre de fonction FR	Departement/Familie NL	Functietitel NL	D'application à partir de la 1ère phase d'entretien Van toepassing vanaf de 1ste onderhoudsfase		
						Statut dans le cadre de l'entretien	Statuut in het kader van het onderhoud	Date d'entrée en vigueur de la fonction entretenue / Datum van inwerkingtreding van de onderhouden functie
100.2270	10	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Technicien	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Vakman			
100.2271	10	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Préposé polyvalent entretien technique	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Polyvalent medewerker technisch onderhoud			
100.2075	7	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Chauffeur	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Chauffeur			
100.2290	6	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Aide-technicien	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Hulpvakman			
100.2690	6	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Aide cuisinier / commis	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Hulpkok			
100.2291	5	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Préposé maintenance	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Onderhoudsmedewerker			
300.2072	4	HOTELIER, LOGISTIQUE, TECHNIQUE	Technicien de surface	HOTEL, LOGISTIEK, TECHNIEK	Schoonmaker			
100.4073	14	PARA-MEDICAL	Ergothérapeute	PARA-MEDISCH	Ergotherapeut			
100.4074	14	PARA-MEDICAL	Logopède	PARA-MEDISCH	Logopedist			
100.4080	14	PARA-MEDICAL	Psychomotricien	PARA-MEDISCH	Bewegingstherapeut			
300.5070	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Psychologue clinicien	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Klinisch psycholoog			
300.5086	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Sexologue clinicien	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Klinisch seksuoloog			
300.5088	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Coordinateur psychosocial	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Psychosociale coördinator			
300.5090	16	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Juriste	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Jurist			
300.5089	15	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Chargé de formation	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Verantwoordelijke vorming			
300.5061	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Conseiller conjugal et familial	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Huwelijks- en gezinsconsulent			
300.5062	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Médiateur de dettes	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Schuldbemiddelaar			
300.5063	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Educateur / Accompagnateur social	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Sociaal opvoeder / begeleider			
100.5071	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Assistant en psychologie	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Psychologisch assistent			
300.5087	14	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Collaborateur service social / Assistant social	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Medewerker sociale dienst / sociaal assistent			

Code	Catégorie	Département/Famille FR	Titre de fonction FR	Departement/Famille NL	Functietitel NL	D'application à partir de la 1ère phase d'entretien Van toepassing vanaf de 1ste onderhoudsfase		
						Statut dans le cadre de l'entretien	Statuut in het kader van het onderhoud	Date d'entrée en vigueur de la fonction entretenue / Datum van inwerkingtreding van de onderhouden functie
300.5064	13	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Animateur	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Animator			
300.5065	10	SERVICES PSYCHO- SOCIAUX	Accueillant administratif	PSYCHO-SOCIALE DIENSTEN	Administratieve onthaal medewerker			
300.7129	15	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Responsable d'équipe aide à domicile	THUISHULP EN THUISZORG	Teamverantwoordelijke huishulp			
100.6470	14	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Infirmier soins à domicile	THUISHULP EN THUISZORG	Verpleegkundige thuisverpleging			
300.7131	14	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Coordinateur d'aide et de soins	THUISHULP EN THUISZORG	Hulp- en zorgcoördinator			
300.7177	12	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Aide familial	THUISHULP EN THUISZORG	Familiehulp			
300.7180	11	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Agent call center / télévigilance	THUISHULP EN THUISZORG	Medewerker call center / personenalarm			
300.7175	8	AIDE ET SOINS A DOMICILE	Aide ménager social	THUISHULP EN THUISZORG	Sociale huishoudhulp			